



BULLETIN

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

Juin 2016

Éditorial

Nos très chères sœurs et camarades à travers le monde!

Nous nous enthousiasmons toujours à l'idée de communiquer avec vous à travers ce bulletin. Nous sommes conscientes qu'un grand nombre de nos sœurs dans le monde ne peuvent pas encore accéder à l'Internet et ne peuvent donc pas recevoir ces bulletins, mais nous croyons que, de bouche à oreille, nous pouvons en transmettre le message et ainsi toucher à de nombreuses personnes.

Parce que maintenant plus que jamais, il nous faut un lien, une connexion avec nos sœurs aux quatre coins du monde car la situation est devenue insoutenable : la violence contre les femmes s'intensifie à cause d'une militarisation accrue et la pauvreté s'approfondit à cause de la dépossesion des moyens de subsistance. Les sociétés les plus puissantes et les gouvernements sont en train de renforcer les mécanismes de contrôle, d'intimidation et de criminalisation des femmes et des mouvements sociaux qui représentent la justice dans la défense de notre planète, dans la défense de la démocratie et dans la défense de la vie.

Nos sœurs Berta Cáceres de Honduras et Pakize Nayir, Fatma Uyar et Sêve Demir de Kurdistan ont été brutalement assassinées et, depuis, il n'y a aucun signe d'enquêtes pour leur rendre justice. A Mozambique, Eva Anadón Moreno, notre sœur au Secrétariat International, a été expulsé du pays pour avoir participé à une manifestation publique contre les violations des droits des filles, surtout à l'école. Ce ne sont pas des cas isolés ; d'autres scénarios semblables se jouent dans d'autres régions et pays.

Depuis quelques années, nous avons témoigné avec grande tristesse d'attaques systématiques contre la Présidente de Brésil qui ont abouti à un coup d'état camouflé en guise de démocratie. Ceci nuit non seulement aux Brésilien(ne)s et au peuple brésilien mais constitue également une réaction violente contre les systèmes démocratiques et la construction des nations à travers le monde.

En tant que femmes, nous réclamons nos espaces et croyons à notre capacité collective de résistance, pour exprimer nos luttes et pour continuer à construire des alternatives qui changeront le monde et qui transformeront la vie des femmes. Du 11 au 15 octobre, nous nous réunirons à Maputo au Mozambique lors de notre 10e Rencontre Internationale, où nous pourrions collectivement raccorder nos stratégies et retrouver toute l'énergie et la vitalité dont nous avons besoin pour continuer à marcher jusqu'à ce que toutes les femmes soient libres.

En solidarité, nous les femmes construisons un monde de Paix, de Justice, d'Égalité et de Liberté !

Nous nous rebellons contre la criminalisation de la

Lutte

Nous sommes aujourd'hui très préoccupées par la détérioration croissante des démocraties et par l'affaiblissement



des institutions qui veillent au respect des droits citoyens et des droits de la personne. De tous les coins de la planète, chaque jour des nouvelles arrivent de ce qui paraît être une tendance mondiale dans les cinq continents, avec des

situations typiques qui se répètent de toutes sortes de manières.

Les entreprises transnationales jouent un rôle important dans ce panorama. Dans leur recherche de maximisation de profits, elles bafouent les droits de la personne, de la nature et de la vie en général. Nombreux sont les exemples de mégaprojets, de constructions de barrages et d'autres grandes infrastructures, d'exploitations de gaz, de pétrole, de pierres précieuses, ou de minéraux où les entreprises transnationales utilisent toutes les stratégies à leur disposition (à l'intérieur comme à l'extérieur de la légalité et de la moralité) pour obtenir la concession de l'exploitation ou du chantier.

Dans beaucoup de cas, les gouvernements subordonnent l'intérêt général aux intérêts de ces entreprises transnationales, qui profitent des faiblesses des institutions démocratiques pour les mettre au service de leur recherche de profits. Elles saisissent toutes les occasions de provoquer le chaos pour atteindre leurs objectifs de rentabilité maximale avec le degré de responsabilité sociale le plus faible possible.

Dans beaucoup de territoires, on essaie de maintenir une illusion de démocratie participative et inclusive, afin de tenter de garantir le respect des droits de la personne et



Marche pour la clôture de la 4^{ème} Action Internationale à Kenya. Une activiste de la MMF s'oppose aux forces de sécurité par l'utilisation d'excessive violence, habillée comme étudiante et avec une demande de respect aux droits des filles.



W.O., activiste infatigable

du bien-être des communautés. Mais tant que la société et les organisations de la société civile sont complaisantes avec le système et participent au jeu sans en remettre en question les règles, le mirage de la démocratie protectrice se maintient et continue de donner la fausse impression que le pouvoir



Renforts pour faire taire les activistes

réside entre les mains du peuple. Par contre, lorsque la société civile remet en question les règles du jeu et s'oppose aux intérêts du grand capital, la plupart du temps défendus par l'État, le scénario devient moins bucolique. Le système politique devient plus agressif et différentes tactiques répressives se déploient afin de faire taire les voix discordantes.

Le système utilise diverses stratégies pour éliminer l'opposition à ses projets: l'illégalisation des organisations, la répression violente des manifestations, l'approbation de lois qui criminalisent la protestation, les menaces et la persécution des activistes, l'utilisation d'armes par l'armée et la police, etc.

Donner un visage à la pauvreté, dénoncer la corruption, s'opposer aux mégaprojets qui exploitent et détruisent la nature, lutter pour les droits des femmes (etc.) n'a jamais coûté aussi cher. Nous vivons aujourd'hui des moments très durs pour la lutte sociale. La répression, la criminalisation et l'extrême violence que les activistes doivent affronter sont en hausse.

Pourquoi l'agression et la répression augmentent-elles si brusquement?

Nous vivons actuellement une crise économique, environnementale, politique,

institutionnelle et morale sans précédent. Et nos gouvernants ne semblent vouloir envisager aucune alternative.

Le système capitaliste s'effondre et se montre insoutenable. Notre Terre-Mère se meurt. Les pays qui ont été traditionnellement des références en matière de démocratie et de protection du bien-être social se voient menacés par la montée des groupes d'extrême droite. Les institutions et organismes internationaux fondés pour promouvoir la paix et le progrès collectif perdent chaque jour un peu plus de leur sens et ont de moins en moins de poids sur la scène internationale. De nouveaux groupes armés émergent continuellement pour semer la terreur et la mort parmi les populations du monde.

Il y a pourtant des communautés qui résistent, il y a des activistes qui risquent tout, des personnes qui luttent contre la corruption et les

abus des entreprises, des femmes qui défendent leurs droits, leur autonomie et autodétermination sur leurs corps, leurs territoires et la Nature.

L'activisme est perçu comme une menace grave pour le système, déjà sous la pression d'une crise sans précédent. Les élites qui nous gouvernent et nous contrôlent emploient des discours risibles et proposent des solutions dérisoires et superficielles dans l'ultime tentative de perpétuer un système qui en réalité est en train de s'écrouler.

Les discours critiques et les solutions radicales ne sont pas bien accueillis. La protestation est de plus en plus criminalisée. Les médias présentent les protestations comme des actes criminels ou de vandalisme, idée trompeuse aux conséquences lourdes pour l'avenir de la démocratie... Et les activistes endurent plus que jamais la persécution, la répression et la violence.

Femmes en première ligne à la défense de la vie

Dans les communautés, les organisations de la société civile et les mouvements internationaux, les femmes sont en première ligne de la lutte contre un système qui menace la vie.



Lancement de la 4^{ème} Action Internationale de la MMF au Kurdistan

Nous subissons de façon triple les conséquences de la lutte: d'un côté la violence propre au système contre lequel nous luttons (exercée par la classe au pouvoir), à cause de notre activisme et de l'autre la discrimination machiste en raison de notre condition de femmes et de féministes. Pis encore, la plupart du temps, nos luttes sont tuées et invisibilisées.

Les femmes qui défendent les droits de la personne sont souvent marginalisées et rejetées par les autres membres de la

communauté. Dans beaucoup de cas, les entreprises et groupes au pouvoir divisent pour régner afin de mieux s'approprier les ressources des communautés. Cela arrive surtout lorsque la négociation se fait par l'intermédiaire des membres influents de la communauté (des hommes en général), prêts à discréditer les personnes qui osent affronter les intérêts du capital.

En plus de subir les formes génériques de violence exercées sur les défenseurs des droits de la personne, les militantes font face à beaucoup de risques, menaces et violences associés au fait d'être femme, par exemple la violence sexuelle.

Malgré cela, il ya encore des femmes en première ligne de la lutte. Des femmes qui au jour le jour construisent des alternatives.

Berta n'est pas morte ; Berta s'est multipliée

Au Honduras, notre camarade Berta Cáceres a été brutalement assassinée chez elle le 3 mars dernier. Berta a lutté pendant plus de 20 ans pour les droits des peuples autochtones et elle a été une inlassable militante pour les droits de la personne, incluant ceux des Femmes. Son travail et son activisme ont inspiré la lutte sociale de nombreuses organisations dans le monde entier. Pendant les dernières années, elle avait reçu des menaces et subi des violences en raison de son opposition au barrage d'Agua Zarca, qui menaçait l'approvisionnement en eau de la communauté Lenca.

L'assassinat de Berta a médusé les organisations et mouvements de toute la planète. Nous avons constaté un fort mouvement de solidarité internationale, qui a favorisé la dénonciation de l'affaire à différents niveaux. Le 2 mai, le gouvernement hondurien a annoncé l'arrestation de 4 individus présumés responsables. L'un d'eux fait partie de l'entreprise hondurienne DESA, chargée de la construction du barrage hydroélectrique. Un autre est un membre en fonction de la police militaire hondurienne et les deux autres sont des ex-membres de l'entreprise DESA et de l'armée hondurienne, respectivement. Les quatre individus ont été emprisonnés de façon provisoire, mais n'ont toujours pas été jugés. Ces arrestations confirment l'implication de DESA, aussi bien que des forces de la sécurité publique, dans la défense des intérêts des grands projets, dont le barrage d'Agua Zarca n'est qu'un exemple. Les organisations de la société civile ainsi que la famille de Berta dénoncent le Ministère public pour ne pas avoir mené une enquête exhaustive et approfondie permettant d'identifier tous les auteurs intellectuels du crime. C'est pourquoi il est important de continuer à exercer une pression internationale, afin que justice entière soit faite et que l'affaire soit traitée comme un crime politique, et pour que le projet de barrage soit immédiatement bloqué.



Copines de la MMF en solidarité avec la fille de Berta Cáceres.

Être kurde, femme et activiste peut te coûter la vie

La vie est de plus en plus compliquée au Kurdistan. La situation est devenue insoutenable pour la population, qui subit d'un côté la répression du Gouvernement turc et de l'autre l'implacable



Pakize Nayir, Fatma Uyar et Sêve Demir, tuées en janvier 2016.

présence d'ISIS et la guerre en Syrie. Récemment, 17 maires des gouvernements populaires ont été emprisonnés, le couvre-feu a été instauré dans nombreuses villes et les personnes enfermées chez

elles souffrent de pénuries d'aliments, d'eau et de soins médicaux.

C'est pourquoi, en mars 2015, nous avons décidé de commencer notre action internationale au Kurdistan, afin d'apporter la chaleur et la solidarité de notre mouvement aux compagnes kurdes qui risquent chaque jour leurs vies pour défendre leur autonomie et leur contrôle sur leurs territoires. Des milliers de femmes ont participé à des débats et actions publiques, de chaque côté de la frontière syrienne qui les empêchait de se réunir.

Le 4 janvier, près de trois ans après l'assassinat qui mit fin brutalement à la vie de trois militantes kurdes à Paris, nous avons reçu la nouvelle du meurtre sanglant de nos camarades Pakize Nayir, Fatma Uyar et Sêve Demir, par les forces de « sécurité » turques dans le district de Silopi. Sêve occupe une place toute spéciale dans nos souvenirs, car c'est elle qui, ne comptant pas son énergie et grâce à son infatigable engagement, avait coordonné le lancement européen de notre 4e action internationale au Kurdistan, dans la ville de Nusaybin.

Jin, Jiyan, Azadi ! (*« Femmes, vie et liberté ! » en kurde*)

L'expulsion des personnes incommodes

Le 18 mars, plusieurs organisations de la société civile du Mozambique avaient organisé une action publique pour dénoncer les abus sexuels que les filles et les jeunes femmes subissent à l'école. L'activité n'a pas pu avoir lieu, car elle fut sévèrement réprimée par la police. Lors que certaines des militantes ont confronté les policiers au sujet de leur violence excessive, elles ont été arrêtées et emprisonnées pendant plusieurs heures. Suzete Marques et Eva Anadón Moreno, deux camarades membres de notre Secrétariat international, se trouvaient parmi elles.

Pendant les semaines suivantes, les militantes subirent un harcèlement féroce de la part des médias et de l'opinion publique. Le 30 mars, en raison de sa participation à ladite activité, Eva fut détenue de façon illégale dans les bureaux de l'immigration à Maputo, suite à quoi elle fut conduite à l'aéroport et déportée, sans recevoir aucune information, sans ses papiers d'identité, sans avoir le temps de faire ses valises et sans bénéficier du droit à une assistance juridique.

Avec force violences institutionnelles et en toute impunité, voilà comment les élites qui nous gouvernent tâchent de faire taire les voix qui les incommode. Mais notre voix est forte et elle vient de partout sur la planète...

Ils n'arriveront pas à nous museler!



Eva dit au revoir aux sœurs du Mozambique, et elle est bien reçue en Espagne après son expulsion.



L'assassinat télévisé de la démocratie au Brésil

La droite la plus réactionnaire poursuit son offensive en Amérique latine. Cette fois, c'est le Brésil qui pendant ce dernier mois a pu assister, à travers la télévision et les médias sociaux, aux odieux subterfuges légaux dont le parti d'opposition a fait usage pour chasser du pouvoir la présidente Dilma Rousseff, pourtant élue avec plus de 54 millions de voix. Ce coup d'État capitaliste, raciste et patriarcal, a mis au pouvoir un groupe composé exclusivement d'hommes blancs des classes



Militantes de la MMF au Brésil prennent les rues pour faire face au coup.

supérieures, déterminés à liquider les progrès sociaux obtenus par le Parti des Travailleurs au long de ses années au gouvernement.

Ce n'est pas la première fois, et certainement pas la dernière, que

les oligarchies de l'Amérique latine, souvent encouragées par des puissances étrangères et financées par du capital transnational, orchestrent des coups d'État déguisés en démocratie.

Bulletin Marche Mondiale des Femmes

Nos camarades de la MMF du Brésil sont plus actives que jamais. Ensemble avec d'autres organisations et mouvements, elles sont en première ligne de la lutte contre le coup d'État. Des manifestations, des actions publiques,



Militantes de la MMF au Brésil prennent les rues pour faire face au coup.

et des débats ont lieu chaque jour pour dénoncer l'assassinat de la démocratie au Brésil. Notre voix est forte et claire : nous refusons le coup d'État et nous allons le combattre jusqu'au bout!

La Marche Mondiale des Femmes a célébrée à Vigo sa Réunion Régionale Européenne



Entre le 27 et le 29 mai a eu lieu à Vigo (Galice) la Rencontre Régionale Européenne de la MMF. Au cours de la réunion on a fait une évaluation de l'Action Internationale et une réflexion sur l'état du mouvement dans la région et sur les meilleures stratégies pour faire face

aux situations de conflit expérimentées. On a aussi travaillé sur la définition du rôle et des fonctions du Secrétariat Européen et plusieurs



Participant.es à la Rencontre Européenne de la MMF à Vigo

copines ont été élues pour l'intégrer. La région est préparée et mobilisée pour participer à la Rencontre Internationale 2016 à Maputo.

“Nous voulons un monde de Paix, démilitarisé, un monde sans murs qui séparent, un monde où la vie humaine a plus de valeur que l'argent. Nous voulons construire un monde où les petites filles puissent jouer sans craindre d'être violées, assassinées ou capturées ; un monde où les femmes ne soient plus victimes de violences sexistes, de comportements machistes”

Déclaration de la Rencontre Européenne de la MMF à Vigo, Mai 2016.
(http://www.marchemondiale.org/index_html/es?set_language=es&cl=fr)

10e Rencontre internationale de la MMF, pour renforcer notre mouvement...

La 10e Rencontre Internationale de la Marche mondiale des femmes aura lieu entre les jours 11 et 15 d'octobre 2016 à Maputo, Mozambique. Nos camarades de la

Coordination nationale du Mozambique sont motivées et travaillent intensément pour recevoir nos militantes et mouvements alliés de toute la planète, et attendent avec fébrilité la solidarité et la sororité du mouvement.



Face à toutes les adversités, les défis et les agressions que nous subissons partout dans le monde, il est important de nous réunir. Car ensemble nous sommes plus fortes, car ensemble nous pensons mieux, car ensemble nous sommes plus créatives pour concevoir des stratégies, car ensemble nous faisons croître le

mouvement.

Nous comptons sur vous!

Pour plus d'information, vous pouvez contacter votre Coordination Nationale ou le Secrétariat International : suzete@marchemondiale.org ou eva@marchemondiale.org.

Le **Bulletin de la MMF** est un bulletin édité par le Secrétariat International (SI) de la Marche Mondiale des Femmes, et distribué par courriel électronique. **Coordonnées** Rua Vilanamwali, 246 • Malhangalene • Maputo • Moçambique • Caixa Postal: 3632 • Tel. +258 21414189 • Fax: +258 21414037 • E-mail : info@marchemondiale.org • Siteweb: <http://www.marchemondialedesfemmes.org>

Collaborations dans cette édition : Graça Samo, Eva Anadón Moreno **Traduction et révision**: Sarah Menduiña, Elsa Beaulieu Bastien, Mónica Salom, Carla Avenia Koency, Laurel Clausen. Pour **recevoir** ce bulletin, veuillez envoyer un courriel à info@marchemondiale.org avec le sujet « Adhésion bulletin ». Pour **annuler** votre adhésion, veuillez envoyer un e-mail à info@marchemondiale.org avec le sujet « Annulation adhésion bulletin ».